

## Forum de Dialogue Sahel-Europe

2 juillet 2021

# Europe-Maghreb-Sahel<sup>1</sup>

Ambassadeur Julio Herráiz España, Javier Albaladejo, et Nizar Dardabi



## L'interaction entre le Maghreb, le Sahel et l'Europe

Ambassadeur Julio Herráiz España

La proximité géographique de ces trois régions définit un ensemble dynamique de menaces et d'opportunités, mais ne constitue pas un triangle de coopération organisé. Il existe plutôt des vecteurs indépendants à travers les relations Europe-Maghreb et Europe-Sahel, qui sont toutes deux de nature institutionnelle, les interactions Maghreb-Sahel se limitant à des relations bilatérales entre États. Bien que le Sahel ait atteint un certain degré d'organisation régionale à travers le G5 Sahel, on peut dire que le Maghreb institutionnel n'existe pas dans la pratique.

---

<sup>1</sup> Cette analyse s'inscrit dans une ligne de recherche permanente du Centre de Sécurité Internationale sur le Sahel. Suite au Forum de Dialogue Sahel-Europe organisé en mars 2021, les intervenants appartenant au Groupe d'Experts Forum de Dialogue Sahel-Europe ont approfondi les thèmes de leurs conférences, analysant les défis partagés, et les opportunités de coopération pour nos défis communs. La crise politique au Mali et au Tchad a lié la crise sécuritaire aux défis de la gouvernance dans ces États, où la présence de milices d'autodéfense et de groupes djihadistes entrave le développement économique et social. Dans un environnement aussi changeant, le Sahel étant la frontière avancée de l'Europe, il est plus important que jamais de promouvoir un espace de dialogue dans lequel les deux régions peuvent partager, coopérer et proposer des solutions innovantes. Cette collection de publications, ainsi que le Forum de dialogue Sahel-Europe ont reçu une subvention du Secrétariat Général de la Politique de Défense du Ministère de la Défense.

## **La relation Europe-Maghreb**

Il n'a pas d'impact direct sur le Sahel, même si, d'une certaine manière, il contribuerait à renforcer la résilience du Maghreb face aux menaces provenant de cette région. Outre les relations bilatérales - particulièrement intenses dans des cas comme la coopération antiterroriste de l'Espagne, par exemple - deux modalités interrégionales sont à souligner :

La Communication conjointe de la Commission européenne et de la HR/VP Borrell sur le Partenariat Renouvelé avec le Voisinage Sud du 9 février 2021, qui inclut le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Palestine et la Syrie présente un agenda d'action complet pour la Méditerranée, incluant un plan économique et d'investissement, des aspects de développement humain, de bonne gouvernance, d'état de droit, de mobilité et de migration, de transition écologique et d'énergie, introduisant le nouvel instrument NDICI (Neighbourhood Development International Cooperation Instrument).

Les aspects relatifs à la paix et à la sécurité mentionnent le Sahara occidental et la Libye, ainsi que la coopération dans la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité, les combattants terroristes étrangers, la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent, le financement du terrorisme, la coopération judiciaire et policière, les drogues et les armes CBRN, entre autres.

D'autre part, le "Forum 5 + 5", créé en 1990 dans le but initial de soutenir la création de l'Union du Maghreb arabe en 1989, est composé du Portugal, de l'Espagne, de la France, de l'Italie et de Malte, ainsi que de la Mauritanie, du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye. Il s'agit d'un forum informel de dialogue et de coopération qui a débuté avec les ministres des affaires étrangères et s'est poursuivi avec les ministres de la défense et de l'intérieur, auxquels s'est ajouté un large éventail de départements sur les migrations, l'environnement, le tourisme, les transports, l'agriculture, l'éducation, la recherche et l'eau, entre autres.

Le Forum n'est pas constitué en tant qu'organisation internationale, il n'a pas de siège ni de budget et est coordonné par des points de contact, avec une structure légère et informelle qui est peut-être plus adaptée pour réaliser des progrès concrets et qui a un caractère plus immédiat que l'Union pour la Méditerranée, qui compte 43 membres et où la coopération technique prédomine sur la coopération en matière de sécurité.

## **La relation Europe-Sahel**

Avec un effort financier de quelque 8,5 milliards d'euros pour la période 2014-2020, la stratégie de l'UE pour le Sahel, révisée le 16 avril 2021, comprend tous les instruments de coopération disponibles dans un large éventail de secteurs. Outre les opérations françaises telles que les forces Barkhane et Takuba, qui sont soutenues par plusieurs

États membres, l'action de l'UE en matière de sécurité comprend des initiatives telles que l'EUTM Mali - qui doit être étendue au Burkina Faso et au Niger -, le soutien à la force conjointe du G5 Sahel et à la force opérationnelle multinationale mixte du lac Tchad et la MINUSMA, et des projets à forte composante espagnole tels que le GAR-SI Sahel, ainsi que des équipes communes d'enquête sur le terrorisme et les trafics illicites, parmi d'autres missions de formation en matière de sécurité intérieure et de justice telles que EUCAP-Sahel au Mali et au Niger. La formation en droit international humanitaire et en droits de l'homme est particulièrement pertinente.

La liste des actions de coopération au développement et des services de base s'étend à de multiples secteurs, en plus de l'aide humanitaire. Maintenant que le FED et le Fonds fiduciaire d'urgence sont arrivés à leur terme, un nouveau chapitre s'est ouvert avec la NDICI.

Il convient de noter que la stratégie révisée de l'UE pour le Sahel intègre, à travers le concept de responsabilité mutuelle, une approche plus exigeante en matière de gouvernance, d'État de droit, d'égalité des sexes, de lutte contre l'impunité et la corruption, et de défense des droits de l'homme. Des objectifs politiques spécifiques et mesurables seront établis, convenus avec les pays du G5 Sahel, et leurs résultats feront l'objet d'un suivi.

### **Les relations Maghreb-Sahel**

Malgré le manque d'opérabilité de la CEN-SAD (Communauté des États Sahélo-Sahariens, dont l'Algérie est absente) et une UMA incapable de configurer le Maghreb comme interlocuteur régional du G5 Sahel face au désaccord Maroc-Algérie sur le Sahara Occidental et leur rivalité régionale en toile de fond, on peut néanmoins trouver quelques indices dans des échantillons des positions nationales de ces deux pays par rapport à leurs voisins du sud.

#### ***Maroc***

Le discours de son Premier ministre au Sommet du G5 Sahel de N'Djamena, le 15 février 2021, a été une vaste déclaration politique d'intentions et de projets de coopération, dont le soutien au Collège de Défense du G5 à Nouakchott, la formation militaire, les projets agricoles, la lutte contre la sécheresse et les infrastructures, ainsi que la formation d'imams à travers l'Institut Mohammed VI et la promotion d'une conception tolérante de l'Islam. La visite à Rabat, le 25 février, du vice-président de la transition malienne, le colonel Goita, qui est un putschiste, a confirmé cet intérêt.

Un mois plus tard, le 16 mars, le directeur du Bureau central d'investigations judiciaires du Maroc, Haboub Cherkaoui, a donné une interview publiée dans "The Africa Report" dans laquelle, regrettant le manque de coopération avec l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme, il a décrit le Sahel comme "la grande menace pour la sécurité du Maroc" en

raison de son instabilité politique, économique et sociale, avec de vastes territoires non gardés et la présence de terroristes étrangers de Daesh provenant d'autres régions. Il a également ajouté que plus de 100 séparatistes du Front Polisario seraient actifs au sein d'AQMI, notant, selon la publication susmentionnée, que "dans les camps de Tindouf, des imams endoctrinent au djihad".

## **Algérie**

Même s'il est presque banal de dire que le terrorisme au Sahel a été déclenché par la chute de Kadhafi et la révolte touareg au Mali en 2012, au début de l'opération française Serval en 2013, la vérité est qu'il ne faut pas perdre de vue les origines algériennes d'AQMI à travers le Groupe salafiste pour la prédication et le combat et un groupe d'acteurs comme Moctar Belmoktar et Al Morabitun, en plus d'épisodes comme l'élimination en juin 2020 par Barkhane du chef d'AQMI Abdelmalek Droukdel, d'origine algérienne.

L'Algérie partage avec le Mali une frontière de plus de 1 300 km, très perméable aux trafics en tous genres, dans une zone vitale pour sa sécurité. Rappelons également la prise d'otages sanglante du site gazier d'In Amenas en 2013 par 32 terroristes maliens.

Assumant un certain rôle de gendarme régional, l'Algérie a favorisé la création en 2010 de l'initiative dite "Pays du champ" et la création du CEMOC (Commandement régional opérationnel conjoint) avec l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger pour lutter contre le terrorisme et les trafics illicites. Elle a également inclus dans le projet l'UFL (Unité de fusion et de liaison) avec les cinq pays du Sahel, en plus de la Libye et du Nigeria, créant ainsi AFRIPOL en 2015 comme une force de police africaine dans la lutte contre le terrorisme.

Bien que la fonctionnalité du CEMOC semble limitée et ne fasse pas l'objet d'une attention soutenue de la part des observateurs internationaux, il continue à être actif, comme en témoigne son récent Conseil à Bamako en février 2021, où il a apparemment été convenu d'évaluer les opérations militaires de 2020, initiant une nouvelle présidence tournante de la Mauritanie.

Une autre initiative qui ne semble pas offrir de grands résultats est le processus de Nouakchott de 2013 dans le cadre de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui, outre les pays susmentionnés, comprendrait le Burkina Faso, le Tchad, la Libye et le Nigeria, entre autres.

Il est frappant de constater que ces initiatives sont absentes du cadre de coopération ouvert par la Coalition Sahel, créée en 2020 et qui réunit le G5 Sahel avec ses principaux partenaires internationaux, notamment l'UE. La vérité est que l'Algérie ne semble pas s'intéresser à la Coalition pour le Sahel, contrairement au Maroc, qui était très présent

au sommet de N'Djamena en février et au sommet ministériel de la Coalition le 19 mars, au cours duquel sa feuille de route a été approuvée.

L'Algérie, en revanche, est fermement engagée dans la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation de 2015 pour le nord du Mali et dans la MINUSMA, en plus de fournir une formation militaire, une réhabilitation des écoles, des bourses d'études et des dons. L'Algérie conserve un intérêt évident pour la stabilité du nord du Mali face à la menace terroriste et aux luttes indépendantistes touaregs. Elle propose également des formations pour lutter contre l'extrémisme violent par le biais de l'Université d'Adrar et de l'Institut islamique de Tamanrasset. Dans la région du Maghreb, la coopération antiterroriste avec la Tunisie contre les groupes des Monts Chaambi, à la frontière des deux pays, se distingue.

### **Conséquences de l'instabilité au Sahel pour l'Europe**

Notre proximité avec le Sahel - ce sont les voisins de nos voisins - nous permet de les déduire non seulement du binôme défensif, immédiat et purement intuitif de la migration et du terrorisme, mais aussi parce qu'un Sahel instable nous priverait d'un avenir d'intérêts communs. Nous devons considérer le Sahel et l'Afrique non pas comme une menace, mais comme une opportunité.

Outre les conséquences du changement climatique, nous ne pouvons pas ignorer les défis d'une croissance démographique exponentielle et les difficultés extraordinaires de créer des emplois à un rythme tout aussi exponentiel dans un environnement où les jeunes ont de plus en plus d'alternatives dans la radicalisation violente, le banditisme ou le trafic illicite.

Dans un bref résumé accessible à tous, nous pouvons analyser le risque terroriste pour l'Espagne en nous référant au discours prononcé par le commissaire de la police nationale Manuel García-Risco à l'Institut Elcano le 17 novembre 2020, signalant une menace non précisée mais réelle et imprévisible, rappelant des épisodes tels que l'enlèvement de travailleurs humanitaires en 2009 et les camps de Tindouf en 2011, auxquels il faut ajouter l'assassinat d'un prêtre dans le sud du Burkina Faso en 2017 et les récents assassinats de deux journalistes espagnols dans le même pays le 27 avril.

Considérant que la majeure partie des opérations de police en Espagne correspond à des citoyens du Maroc et de l'Algérie, le commissaire a fait remarquer que celles correspondant à des contacts avec le Sahel ne sont pas très pertinentes : seulement un citoyen marocain en 2013 et un citoyen sénégalais en 2017, ainsi que d'autres de Mauritanie et du Nigeria expulsés en 2015. En tout état de cause, les données ultérieures de l'annuaire du terrorisme djihadiste révèlent que 3% des personnes arrêtées dans notre pays en 2020 sont de nationalité nigériane.

Il est clair que nous ne pouvons pas baisser notre garde. L'Espagne est un pays de transit pour les pays francophones d'Europe, tandis que la propagande des organisations terroristes rappelle la bataille de Sagrajas (Badajoz) en 1086 comme un jalon historique à reproduire dans la reconquête d'"Al Andalus". A cela s'ajoute l'origine du chef de l'Armée islamique du Grand Sahara affiliée à Daesh, Adnan Abu Walid al Sahraoui, né à El Aaiún en 1971.

### **Stratégies pour relever les défis au Sahel**

Nous avons déjà noté que la stratégie de sécurité et de développement de l'UE de 2011 vient d'être révisée le 16 avril avec des conclusions du Conseil qui ont intégré des aspects pertinents de la bonne gouvernance et de l'État de droit. Nous avons également la stratégie régionale du G5 Sahel, composée de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad. On notera en particulier la création de la force militaire conjointe du G5 Sahel en 2017, ainsi que les initiatives de coordination de la coopération régionale telles que le plan d'investissement prioritaire (PIP) et le plan de développement urgent (PDU).

En plus des actions de l'Union africaine et de la stratégie des Nations unies pour le Sahel, y compris la MINUSMA, la CEDEAO a adopté un plan de lutte contre le terrorisme 2020-2024. L'initiative d'Accra réunit un certain nombre de pays sahéliens et de pays côtiers d'Afrique de l'Ouest dans le cadre d'une coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, face à une menace de plus en plus tournée vers le sud.

La Coalition Sahel, inspirée par la France lors du sommet de Paul du 13 janvier 2020, a été créée quelques mois plus tard comme une entité informelle d'échange d'informations et un test pour rationaliser et organiser les actions de la communauté internationale, avec la présence du G5 Sahel et de l'UE, en plus d'un large éventail d'organisations internationales et d'États extra-régionaux.

La Coalition est structurée en quatre piliers, consacrés à la lutte contre le terrorisme (1), à la formation et au renforcement des capacités militaires (2), à la sécurité intérieure, à la justice, à la chaîne pénale, à la présence de l'administration de l'État sur l'ensemble du territoire et à la fourniture de services de base dans un contexte de stabilisation (3) et un quatrième pilier consacré aux actions de coopération au développement, dirigé par l'Alliance Sahel, composée de 25 membres et observateurs dont l'Assemblée générale est actuellement présidée par le ministre espagnol de l'ESA, de l'UE et de la Coopération.

Il convient de noter que la déclaration de N'Djamena a été approuvée lors du sommet du G5 avec le CS le 16 février, soulignant la nécessité d'un renforcement civil et politique susceptible de faciliter le développement économique social et les services de base

comme complément essentiel à la lutte contre le terrorisme et les trafics illicites. C'est un message fort pour aborder les causes profondes de l'insécurité dans une perspective globale. La feuille de route de la CS a été adoptée lors de la réunion ministérielle du 19 mars.

## **En conclusion**

Que l'existence d'un supposé triangle entre l'Europe, le Maghreb et le Sahel soit considérée comme acquise ou non, les défis posés par cette région exigent plus que jamais qu'ils soient inclus dans les priorités de notre politique étrangère, bien qu'ils ne semblent occuper l'attention de la presse, des politiciens et des citoyens espagnols eux-mêmes que très sporadiquement.

Il est nécessaire de renforcer les organisations locales de la société civile en tant que promoteurs d'initiatives de changement qui confrontent une conception du pouvoir qui s'est souvent comportée de manière autosatisfaite et passive, voire prédatrice et corrompue. Il est nécessaire de renouveler le contrat social, et les personnes au pouvoir doivent savoir qu'elles sont contrôlées par une opinion publique éduquée et informée.

Mais la patience stratégique est la clé. Notre dialogue politique, bien que ferme et déterminé, ne peut tomber dans le fondamentalisme car il devra trouver un équilibre difficile entre les exigences de la gouvernance démocratique et la stabilité élémentaire requise par les situations complexes de pays en situation d'extrême fragilité.

Les efforts sincères pour progresser vers la stabilité politique ne manquent pas non plus, comme le montrent les progrès globaux réalisés en Mauritanie et les récentes élections au Burkina Faso et au Niger, qui se sont déroulées avec succès malgré des conditions de sécurité difficiles.

Nous devons rechercher le retour de l'État sur l'ensemble des vastes territoires du Sahel, en fournissant des services de base et en agissant sur un secteur de l'éducation lourdement impacté par l'abandon des écoles en raison de l'insécurité, avec le risque d'une génération perdue. La lutte contre le terrorisme nécessite une réponse militaire, mais nous ne devons pas oublier l'importance des forces de sécurité intérieure et de la chaîne pénale. Il faut s'attaquer à la radicalisation idéologique et religieuse, mais aussi apporter des solutions aux conflits intercommunautaires aggravés par la dichotomie pastoralisme-agriculture, aggravés par la lutte pour des ressources rares dans un contexte de changement climatique, de trafic illicite, de banditisme et de criminalité transnationale organisée.

Le risque de déstabilisation n'est pas seulement sahélien, mais régional en Afrique de l'Ouest, surtout avec un pays victime de multiples menaces sécuritaires comme le Nigeria, qui atteindra 800 millions d'habitants en 2100.

Le principal problème n'est pas un manque de ressources mais un manque de volonté politique, comme le prouverait le fait que la confiance mutuelle entre les pays de la région a encore un long chemin à parcourir pour renforcer la coopération internationale, en commençant par quelque chose d'aussi peu coûteux et en même temps aussi rentable que le partage de renseignements.

En fin de compte, et malgré tout, nous devons construire notre relation avec optimisme, car nous devons être prêts à considérer l'Afrique comme une opportunité et un espoir pour le 21ème siècle.





## La coopération de l'Union européenne en matière de sécurité au Sahel

Javier Albaladejo

Après l'analyse générale du cadre de coopération entre l'Union européenne et la région du Sahel, nous pouvons brièvement mentionner, à titre d'exemple, deux activités très pertinentes du point de vue de la sécurité, toutes deux financées par l'Union et dirigées par l'Espagne, l'une multilatérale et l'autre bilatérale.

L'un d'entre eux s'appelle "Groupes d'action rapide - Surveillance et intervention au Sahel", connu sous le nom de GAR-SI Sahel pour son acronyme français, développé par un consortium de forces de police de certains États membres de l'UE. Ce consortium, dirigé par la Guardia Civil espagnole, est également composé de la Garde nationale républicaine portugaise, de la Gendarmerie française et des Carabinieri italiens.

Le programme est développé dans les États suivants : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad, et a donc un caractère multilatéral. Son objectif est de collaborer avec les autorités nationales de ces États afin qu'elles puissent exercer leurs pouvoirs de contrôle sur leur territoire de manière plus efficace et effective, en renforçant la lutte contre le terrorisme et la criminalité. À cette fin, des unités de police (une unité dans chacun des États ciblés par le programme d'action) ont été créées avec des caractéristiques spécifiques : facilité de mobilité ; rapidité de déplacement ; matériel de réponse adapté aux risques auxquels elles doivent faire face ; multidisciplinarité ; flexibilité ; et formation commune spécialisée. L'objectif est de contribuer au renforcement de l'État de droit dans ces États.

L'observation de menaces communes dans ces États est l'un des éléments clés pour décider de l'opportunité et de l'opportunité de cette action commune dans la région, augmentant les possibilités de coopération entre tous les États participant au projet, au lieu d'actions bilatérales avec chacun d'eux.

Les Groupes d'Action Rapide actuels de la Guardia Civil sont un des modèles de référence pour le développement de ces unités au Sahel.

La formation commune des membres de ces unités, à tous les niveaux, facilite la création d'une unité de doctrine, qui permettra à l'avenir de mener des activités de coopération et de collaboration entre toutes ces unités.

Actuellement, la deuxième phase du projet est en cours de développement, après le succès de la phase initiale (exécutée entre 2016 et 2021), toutes deux financées par l'Union européenne. Le budget de la première phase s'élevait à plus de 66 millions d'euros, sa gestion étant confiée à l'Espagne, par le biais de la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP).

L'autre initiative est l'"Équipe d'enquête conjointe avec le Niger", connue sous le nom d'ECI Niger, dirigée par la police nationale espagnole en collaboration avec la police de l'air et des frontières française.

Le programme vise à collaborer avec les autorités nationales du Niger, il s'agit donc d'une activité bilatérale, pour renforcer leurs capacités à lutter contre l'immigration clandestine.

Les équipes communes d'enquête sont un mécanisme de coopération internationale prévu par la Convention de Palerme des Nations Unies sur la lutte contre la criminalité organisée, signée en 2000. L'Union européenne a également réglementé le fonctionnement des équipes communes d'enquête par le biais d'une décision du Conseil de 2002.

La crise provoquée en 2005 par l'arrivée massive d'immigrants clandestins aux îles Canaries, en partie par le biais de petites embarcations partant de Mauritanie, a conduit l'Espagne et la Mauritanie à conclure un accord pour créer une équipe de police commune à Nouadhibou afin de renforcer la lutte contre les réseaux d'immigration clandestine. L'Espagne a envoyé plusieurs officiers du corps de la police nationale dans la ville et ils ont commencé à travailler ensemble avec des policiers mauritaniens, tous basés dans le même bâtiment. Le succès de cette initiative a conduit à sa poursuite aujourd'hui.

En 2016, l'Union européenne a approuvé le financement du projet ICE-Niger, présenté conjointement par l'Espagne et la France, en raison de l'augmentation de l'immigration

clandestine en provenance du Niger. L'expérience de l'équipe conjointe hispano-mauritane susmentionnée a servi de modèle de référence pour l'articulation de cette proposition.

Les activités de l'équipe conjointe se sont principalement concentrées sur la ville nigériane d'Agadez, considérée comme une enclave essentielle sur la route de l'immigration clandestine vers le nord, un point de passage stratégique pour l'immigration subsaharienne.

La première phase du projet a débuté en 2017 et ses bons résultats ont motivé qu'en 2020, une extension pour une période de 3 années supplémentaires a été approuvée. Le budget de la première phase était de 6 millions d'euros, augmenté à 11,5 millions d'euros après son extension, financée par des fonds de l'Union européenne, et sa gestion a été attribuée au FIIAPP, comme dans le cas du projet GARS SAHEL.

En outre, le succès de l'initiative a conduit à l'étude, à la demande des autorités nigérianes, de la mise en place d'une équipe de recherche conjointe pour la lutte contre le terrorisme.



## **Le Maghreb et la coopération sécuritaire avec le Sahel et l'Europe**

**Nizar Derdabi**

L'espace géographique qui regroupe le Sahel, le Maghreb et l'Europe, partage plusieurs défis et menaces en commun. Les deux plus importantes sont indiscutablement le Terrorisme et le Trafic illicite en tous genres : drogues, trafic d'armes, traite humaine, contrebande de produits pharmaceutiques, de cigarettes, etc...

Dans le trafic de drogue plus précisément deux tendances globales se sont dégagées ces dernières années :

1- Le trafic de cocaïne qui passait directement de l'Amérique du Sud vers l'Europe pas voie maritime, transite maintenant en partie par l'Afrique. Ainsi, la cocaïne entre par les ports d'Afrique de l'Ouest (Nigéria, Ghana, Guinée ), transite par le Sahel puis l'Afrique du Nord, et traverse la Méditerranée pour parvenir enfin au marché européen.

2- Le cannabis provenant du Maroc et destiné à l'Europe, qui est le premier marché pour le cannabis marocain, ne passe plus uniquement par les côtes Nord du Maroc en direction du Sud de l'Espagne en traversant la Méditerranée. En effet, afin de contourner les dispositifs de contrôles des services de sécurité, les trafiquants ont diversifié les routes empruntées. Aujourd'hui, ces nouvelles routes passent aussi par le Sud, en traversant les pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger) pour arriver en Libye. A partir du territoire libyen, les réseaux de trafic international de drogue profitent de la situation sécuritaire dégradée sur place, pour organiser le transfert du cannabis vers le sud de l'Europe en passant par la Méditerranée Orientale qui est beaucoup moins surveillée et contrôlée par les services de sécurité que le Détroit de Gibraltar.

Un des facteurs qui facilitent l'activité de ces réseaux criminels transnationaux et qui entravent l'action des services de police est la contrainte matérialisée par les frontières.

En effet, les services de police sont limités dans leurs interventions et investigations par les frontières, qui constituent pour eux une limite de juridiction et de zone d'intervention. Pour leur part, les réseaux criminels s'affranchissent plus facilement de cet obstacle, car ils circulent librement des deux côtés de la frontière. On trouve d'ailleurs beaucoup de binationaux dans ces réseaux criminels, qui dès qu'ils sont poursuivis ou recherchés par les services de police d'un pays, traversent la frontière, et échappent au contrôle de ces services de police. On remarque aussi qu'il y a une continuité de l'activité criminelle, qui arrive à franchir la frontière, ce qui n'est pas le cas des services de police.

Face à ces contraintes et ces difficultés, la solution pour lutter efficacement contre ces trafics passe obligatoirement par la coopération policière interétatique. La coopération mise en place par l'Espagne et le Maroc est un modèle du genre. Ainsi les services de gendarmerie et de police échangent et partagent régulièrement du renseignement de nature criminelle. Cet échange se fait à travers les officiers de liaisons des deux pays détachés auprès de Madrid et Rabat. Les contacts sont fréquents et réguliers au sujet des membres des réseaux criminels, sur les moyens utilisés et les routes empruntées. Pour donner un exemple de cette coopération, j'ai eu l'opportunité de participer à une affaire judiciaire, dans laquelle nous avons pu arrêter les organisateurs d'un réseau de trafic international de stupéfiants au Maroc (composé de ressortissants espagnols, marocains et subsahariens), saisir leurs biens et les revenus de leur trafic et aussi démanteler une grande partie du réseau sur la base d'informations précises livrées par la Guardia Civil. La Gendarmerie partage aussi de manière régulière des informations importantes avec la Guardia Civil sur l'activité des réseaux de trafic de drogue.

En définitive, il est important de noter que la lutte contre les réseaux criminels transnationaux de mieux en mieux organisés et implantés sur tous les territoires, nécessite obligatoirement une coopération efficace des services de police et un partage du renseignement dans un cadre de partenariat et de confiance mutuelle.

*Investigateur principal :*

**Julio Herráiz España**, est ambassadeur d'Espagne en mission spéciale pour le Sahel, membre du groupe d'experts du Forum de dialogue Sahel-Europe.

*Experts collaborateurs qui ont aidé à la rédaction de ce document*

**Nizar Derdabi**, est un analyste indépendant en stratégie internationale, avec 17 ans d'expérience dans la Gendarmerie royale marocaine, et membre du groupe d'experts du Forum de dialogue Sahel-Europe.

**Javier Albaladejo**, ancien conseiller coordinateur du ministère de l'Intérieur à la Représentation permanente de l'Espagne auprès de l'UE et analyste au Centre de sécurité internationale de l'IPI-UFV.

Cet article a bénéficié d'une subvention du Secrétariat général de la politique de défense du Ministère de la Défense.

